



JOURNAL#INGETA

IDEES & RESSOURCES POUR REINVENTER LE CONGO

DEBAT

Les sanctions contre «Joseph Kabila» et le storytelling kinois

DECRYPTAGE

Les Kongolais(es), « les masolo » et la culture du livre

NOTRE HISTOIRE

Le renversement de la pyramide hiérarchique du pouvoir et les leaders populaires

Le Congo doit cesser
d'être un **théâtre**.



Sommaire



SAISIR LES ENJEUX DE LA GUERRE

4 | Au sujet des objectifs de la guerre imposée au Kongo. Des petits rappels

6 | À Pékin, le XXI siècle a commencé : la Chine s'impose face à l'Occident

8 | L'Empire et la fin des illusions en Iran

REFONDER LE CONGO

10 | Les sanctions contre «Joseph Kabila» et le storytelling kinois

12 | Les marcheurs de Washington, le cri de «Minembwe» et nous

14 | Les Kongolais(es), «les masolo» et la culture du livre

GAGNER LA GUERRE DES IDEES

16 | Bazalaki nde bapaya : Faut-il applaudir ou comprendre le prix de l'aveuglement ?

17 | Rationalisation des sphères de la vie et leur reliance

18 | La question américaine au Congo, un débat interdit?

COMPRENDRE NOTRE HISTOIRE

20 | Le renversement de la pyramide hiérarchique du pouvoir et les leaders populaires

22 | Laurent-Désiré Kabila : un héros sagement « versatile »



Notre raison d'être



La finalité de notre mouvement, c'est la libération de la République démocratique du Congo des forces d'occupation et de corruption. La finalité de notre mouvement, c'est le rétablissement de la justice et la prospérité du peuple congolais en République Démocratique du Congo. Mais la finalité, c'est aussi que notre combat et notre mouvement soient utiles et bénéfiques à chacun d'entre nous, à chacune des personnes qui s'y implique. Il faut que ce mouvement soit une bonne expérience pour chacun de nous.

C'est tout aussi important, parce que l'objectif de la libération est un processus qui peut durer, on ne sait pas le temps que ça prendra. Alors, il faut, pour éviter les démobilisations et les découragements, que le parcours et le temps qui y mènent soient utilisés à bon escient. Cela veut dire que ce combat doit être une opportunité de changer, d'améliorer le quotidien de chacun et/ou de ses proches.

Nous avons là une occasion de matérialiser notre solidarité. C'est le moment pour nous de nous entre-aider, de développer des connections. Untel peut trouver un emploi à un autre, untel peut aider un autre au niveau financier, untel peut participer à l'activité d'un autre, untel peut trouver un stage au fils ou à la fille d'untel, etc, etc. La finalité c'est aussi de créer et de faire émerger des communautés économiques congolaises fortes qui auront leur mot à dire dans les décisions politiques, économiques et sociales qui se prendront là où ils sont. En d'autres termes, nous avons l'occasion là de développer des groupes de pression et de lobbying concrets et efficaces pour notre objectif commun.

Nous avons toutes les compétences, nous sommes nombreux, nous avons montré notre solidarité et notre détermination. Maintenant, il faut passer à la vitesse supérieure. Et agir en ayant toujours en tête la finalité !



Au sujet des **objectifs** de la guerre imposée au Kongo. Des petits rappels

« Une société qui se ment n'apprend rien. Elle est condamnée, non pas nécessairement à disparaître, mais à vivre dans le chaos permanent. Se mentir à soi-même est le péché intellectuel sans rémission. »
– Eboussi Boulaga.

PAR JEAN-PIERRE MBELU

Le narratif sur la guerre imposée au Kongo-Kinshasa avec la complicité de certaines de ses filles et certains de ses fils a besoin, de temps en temps, d'être questionné par la mémoire historique. Une mémoire éveillée et vivante. Fondée à la fois sur l'oralité et les livres, elle vit du récit des témoins morts et vivants. Elle est entretenue par les livres des

bibliothèques de ceux et celles qui, depuis bientôt plus de trois décennies, ont fait de cette guerre l'un des objectifs majeurs de leurs recherches. Les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication permettent, de temps en temps, de remettre les pendules à l'heure. Même si un excès de connectivité ou une certaine infobésité

peuvent, à la longue, se révéler nocifs pour une bonne intelligence de cette guerre de prédation et d'usure.

Des objectifs matériels et qualitatifs

Rappeler que cette guerre de prédation est aussi une guerre d'usure est important.

C'est une façon de soutenir que ses objectifs ne sont pas que matériels. Il y a un accord quasi unanime sur ses objectifs matériels : faire main basse sur les richesses du sol et du sous-sol kongolais ; diviser le pays en de petits morceaux pouvant être opposés les uns aux autres, balkaniser le pays, le conduire à son implosion, donner certains de ses morceaux aux pays voisins, etc.

Comment les prédateurs en arrivent-ils ou peuvent-ils en arriver à atteindre ces objectifs matériels ?

En y adjoignant des objectifs qualitatifs. Citons-en quelques-uns : l'infiltration, le mensonge, la trahison, la corruption, le refus de la souveraineté et de l'indépendance réelles du pays, le mépris et la soumission des Kongolais(es), leur assujettissement; des efforts conjugués pour anéantir leur patriotisme, leur résilience et leur résistance individuelles et collectives et/ou pour briser leur unité dans la production de l'intelligence collective en vue de les abêtir, «la sorcellerie» envoûtant leur capacité de penser et de sentir et cultivant en eux « le syndrome de la femme battue », etc.

Une commune réalisation prédatrice et des réponses holistiques

Au cours de cette guerre d'usure, la réalisation prédatrice des objectifs matériels marche souvent de pair avec celle des objectifs qualitatifs. La cession des richesses du sol et du sous-sol s'accompagne de la renonciation consciente et/ou inconsciente à la souveraineté et à l'indépendance réelles du pays.

Tout comme la renonciation au patriotisme, à la résilience et à la résistance sur le moyen et le long terme peut être le signe de l'acceptation de l'implosion et de la balkanisation du pays. Les traîtres, les corrompus et les infiltrés y prêtent main forte.

Céder les richesses du pays aux pompiers-pyromanes peut être révélateur du «syndrome de la femme battue», victime consentante de la manipulation prédatrice et convaincue crédulement que les coups auxquels elle est soumise depuis une soixantaine d'années sont les marques de l'amour.

Se focaliser sur les objectifs matériels de la guerre de prédation et d'usure imposée au Kongo-Kinshasa sans prendre en compte

ses objectifs qualitatifs peut conduire aux solutions économicistes limitées. En effet, si les dimensions spirituelle, culturelle, sociale, (juridique et) juridique, sécuritaire, politique, éthique, philosophique, psychologique et/ou psychanalytique structurantes de l'humain kongolais sont absentes de la quête des réponses holistiques à cette guerre, elle risque de se poursuivre sans fin. Le chaos risque d'être permanent.

Pour cause. Comment des solutions économicistes peuvent-elles, par exemple, guérir individuellement et collectivement du « syndrome de la femme battue » ou de « la sorcellerie capitaliste » ? Sans le secours du spirituel, du philosophique et du psychanalytique, les solutions économicistes demeurent insuffisantes. Comment, sans l'apport du culturel, du juridique et du judiciaire, garantir une paix durable dans un pays où des traîtres, des corrompus et des infiltrés au service des pompiers-pyromanes ont envahi les institutions et les structures de l'Etat avec comme objectif majeur, le transformer en un «Etat raté» sur le moyen et le long terme ?

Conclusion : un pari réaliste à gagner

Donc, étudier, connaître et approfondir à la fois les objectifs matériels et qualitatifs de la guerre raciste de prédation, de basse intensité et d'usure imposée au Kongo-Kinshasa est nécessaire à la diversification des lieux de lutte et au dépassement des limites liées aux solutions économicistes.

Favoriser la multiplication des lieux de la production du savoir et de l'intelligence collective, antidote contre l'abêtissement individuel et collectif et véritable fer de lance des réponses holistiques aux pompiers-pyromanes et aux victimes du « syndrome de la femme battue ».

S'organiser et s'engager sur cette voie en sachant que les véritables changements sont souvent difficilement perceptibles et moléculaires est un pari réaliste que les patriotes souverainistes, les résilients et les résistants kongolais ont à gagner sur le moyen et le long terme en devenant les véritables « démiurges » de leur propre destinée, adversaires acharnés contre toute forme de mémoire aliénée répétant « la servitude initiale ».

“

Si les dimensions spirituelle, culturelle, sociale, (juridique et) juridique, sécuritaire, politique, éthique, philosophique, psychologique et/ou psychanalytique structurantes de l'humain kongolais sont absentes de la quête des réponses holistiques à cette guerre, elle risque de se poursuivre sans fin. Le chaos risque d'être permanent.



Le Congo doit cesser d'être un théâtre

Alors que certains agitent le spectre de la « soudanisation » depuis les colonnes de la presse étrangère, j'ai ressenti l'urgence de déconstruire cette vieille grammaire du chaos. Entre les archives de Ludo De Witte et les enjeux de l'accélération de l'histoire, il est temps que le Congo cesse d'être un terrain pour devenir enfin un sujet.

PAR MUFONCOL TSHIYOYO

Une idée a hanté ma nuit. Elle m'a réveillé à 1 h 28. Je repensais à l'interview accordée par Joseph Kabila à La Libre Belgique. Dans l'histoire politique congolaise, une interview donnée à un journal étranger, et singulièrement à ce quotidien conservateur bruxellois, n'est presque jamais un simple exercice médiatique. Elle ressemble fort bien à un message codé et à décoder, adressé simultanément à plusieurs destinataires.

La véritable souveraineté

Cependant, je ne suis pas surpris par le discours de « soudanisation ». Ce que certains présentent comme une alerte est en réalité une stratégie émanant du même laboratoire (1996, 2008, Sun City, 1+4, compromission et transfert à la Congolaise). De plus, elle appartient à une grammaire que nous connaissons trop bien : celle qui prépare les esprits au chaos pour mieux en organiser la gestion. C'est le vieux chantage à l'effondrement : faire croire qu'en dehors des schémas de tutelle, il n'y a que le vide. Plus jamais de cela...

Le choix de l'interlocuteur n'est jamais anodin. Accorder cet entretien à La Libre Belgique ressemble à envoyer un message à un laboratoire familial. Évoquer la fragmentation du pays dans ces colonnes résonne étrangement quand on sait que c'est cette même Belgique qui figure parmi les forces qui ont fabriqué et imposé Joseph Kabila au peuple congolais. C'est la même Belgique qui organise aujourd'hui des gestes symboliques autour de l'affaire Patrice Lumumba, tout en ayant formé les cadres militaires d'un État-proxy, le Rwanda, qui sous-traite l'agression que subit le Congo depuis 1996.

Dans ce contexte, certaines « décisions actuelles » méritent d'être interrogées. Former des officiers dans des académies militaires étrangères peut paraître comme une coopération normale entre États. Mais l'histoire du Congo invite à la plus grande prudence. Puisque les élites formées ailleurs peuvent aussi, dans certaines circonstances, devenir des relais d'influence. La véritable souveraineté commence par l'autonomie de conscience de ceux qui portent les armes ; ignorer cette réalité, c'est rester formaté par une croyance délétère en un tutorat permanent.

« L'histoire se répète de manière caricaturale » pour ceux qui refusent de la lire. Dans son ouvrage L'Ascension de Mobutu, Ludo de Witte nous rappelle comment les scénarios sont écrits, je cite : « Quand [...] le ministre des Affaires étrangères Paul-Henri Spaak laissait planer ses pensées sur la question de savoir qui allait pouvoir se précipiter au secours du régime chancelant de Léopoldville, Moïse Tshombe était une réponse peu attrayante, mais bel et bien à portée de main. [...] Maurice Van Weyenbergh, directeur de l'Union Minière au Congo, confia au consul américain à Elisabethville qu'il avait l'intention de rendre visite à Tshombe en Espagne pour discuter de son retour politique. » (De Witte, L'ascension de Mobutu, comment la Belgique et les USA ont installé une dictature, Bruxelles : Éditions Investing'Action, 2017 : 75-77)

Devenir un sujet de l'histoire

Hier Tshombe, aujourd'hui d'autres figures. La méthode, elle, reste inchangée. Utiliser une figure en réserve pour encadrer un chaos dont la métropole prétend ensuite contrôler l'issue.

À l'heure de l'« accélération de l'histoire » décrite par Thomas Gomart, le Congo ne peut plus être ni un terrain ni un théâtre. Notre pays a un besoin vital de ce que je nomme des « anomalies historiques ». Des hommes et des femmes qui échappent aux réflexes hérités, qui refusent d'être les serviteurs zélés du maître et comprennent que nous sommes engagés dans une guerre permanente (Le Dernier Mitterrand, 2021), discrète, mais aux effets bien réels.

Devenir un sujet de l'histoire commence par un acte fondateur : refuser les scénarios écrits ailleurs et cesser d'habiter les rôles que d'autres ont conçus pour nous. Le Congo n'a pas besoin d'administrateurs du chaos, mais d'une rupture de perception. Parce que la souveraineté ne naîtra ni d'un arrangement ni d'un compromis, mais de notre capacité à déjouer les scripts imposés.

Désormais, pona likambo ya mabele, le silence ne sera plus une option. Nul ne peut prétendre détenir le monopole de la véritable lutte ; celle-ci appartient à ceux qui refusent d'être les figurants de leur propre destin. Ainsi, toute véritable liberté commence là. Je ne me soumettrai pas...

“

La véritable souveraineté commence par l'autonomie de conscience de ceux qui portent les armes ; ignorer cette réalité, c'est rester formaté par une croyance délétère en un tutorat permanent... Devenir un sujet de l'histoire commence par un acte fondateur : refuser les scénarios écrits ailleurs et cesser d'habiter les rôles que d'autres ont conçus pour nous.



L'Empire et la fin des **illusions** en Iran

De Mearsheimer à Kagan, en passant par Walt et Sachs , l'Amérique elle-même prononce sa défaite, faut-il encore attendre Washington pour oser la nommer ?

PAR MUFONCOL TSHIYOYO

Le verdict est tombé, et il vient de l'intérieur. Robert Kagan, le pape de la pensée impériale américaine, signe dans *The Atlantic* un article au titre sans équivoque : « Checkmate in Iran ». Échec et mat.

L'effondrement d'un dogme

Auparavant, trois éminents universitaires américains, John Mearsheimer, Stephen Walt et Jeffrey Sachs, l'avaient prédit. Aujourd'hui, c'est Kagan qui paraphe l'acte de faillite. Dès lors, une question brûlante pèse sur toutes les lèvres, et je la pose franchement : fallait-il donc toujours attendre l'aveu de Washington pour oser nommer la réalité ? Nous assistons à l'effondrement d'un dogme. Personnellement, j'attendais ce moment. J'attendais que quelqu'un de cette envergure, un pur produit de la machine intellectuelle américaine,

se prononce enfin sur l'échec cuisant de ce que l'Amérique de Donald Trump a tenté d'accomplir en Iran. Car Robert Kagan n'est pas un observateur neutre. Après Brzezinski , alias ZB, et Kissinger, Kagan demeure l'un des théoriciens les plus écoutés de cette « Amérique indispensable ». Et il faut prendre la mesure de qui parle. Robert Kagan n'est pas un éditorialiste solitaire ; c'est le porte-parole d'une véritable aristocratie néoconservatrice. C'est ainsi qu'on la désigne dans la presse américaine elle-même. C'est le fils de Donald Kagan, historien de la guerre du Péloponnèse à Yale et idéologue patriarche du clan ; le frère aîné de Frederick Kagan, l'un des architectes du « surge » irakien depuis l'*American Enterprise Institute*. C'est l'époux de Victoria Nuland, ancienne secrétaire d'État adjointe, celle qui a lancé le fameux « Fuck the EU », à qui les journalistes

américains attribuent l'organisation du coup d'État de Maïdan en Ukraine et le déclenchement de la nouvelle guerre froide avec Moscou. Son frère Frederick est marié à Kimberly Kagan, qui dirige son propre think tank, l'*Institute for the Study of War*, financé par General Dynamics, Northrop Grumman et d'autres géants de l'armement.

Le journaliste Robert Parry, aujourd'hui décédé, avait résumé cette famille d'une formule cinglante : « une véritable entreprise familiale de guerre perpétuelle ». Pendant que Nuland, depuis le Département d'État, allumait les feux, Robert, depuis les tribunes du *Washington Post*, exigeait du Congrès qu'il achète davantage d'armes pour les éteindre. Pendant que Frederick et Kimberly théorisaient les « surges » militaires, leurs think tanks recevaient l'argent des fabricants d'armes commandées. Le cycle se boucle sur lui-même.

Kagan n'invente rien

C'est cela, le PNAC (Le projet pour le nouveau siècle américain) en chair et en os. C'est cela, l'aristocratie,

qui a incité à l'invasion de l'Irak en 2003, qui a maintenu l'Amérique en Afghanistan, qui a armé l'Ukraine, qui a réclamé pendant vingt ans une intervention en Iran. Et c'est précisément le rejeton aîné de cette dynastie qui, aujourd'hui, écrit « Checkmate ». Quand l'héritier de la maison vient annoncer que la maison brûle, ce n'est plus une opinion. C'est l'acte notarié de faillite, signé par l'héritier en personne.

Cependant, ne nous y trompons pas. Kagan n'invente rien. L'homme homologue. Bien avant lui, John Mearsheimer, de l'université de Chicago, évoquait une « défaite humiliante » et un basculement durable de l'ordre international. Stephen Walt, à l'Institut Quincy, disséquait déjà la « débâcle » de Trump et la fin de la primauté américaine. Quant à Jeffrey Sachs, depuis Columbia, il dressait sans détour l'autopsie d'un empire se croyant encore immortel.

Pourtant, tant que ces voix restaient isolées, on les réduisait au rang de dissidents ou de marginaux. On les regardait de haut, on les soupçonnait de complaisance envers Téhéran. Mais quand Kagan parle, le verdict devient officiel. C'est ici que se révèle le paradoxe tragique de notre époque. Il faut l'aveu de l'Empire pour que la critique de l'Empire devienne enfin respectable. Voici comment se forge le consentement à Washington.

Dans son texte, Kagan ne tourne pas autour du pot. Il s'exprime « en américain », avec cette brutalité pragmatique qui caractérise ses pairs : « La défaite dans la confrontation actuelle avec l'Iran sera d'un caractère totalement différent. Elle ne pourra être ni réparée ni ignorée... Le détroit d'Ormuz ne sera plus « ouvert » comme autrefois. Avec le contrôle du détroit, l'Iran émerge comme l'acteur clé de la région... Le conflit a révélé une Amérique peu fiable et incapable de mener à bien ce qu'elle

a entrepris. »

Le Congo doit apprendre à se battre seul

Ce que Kagan met sur la table, c'est une rupture systémique. Ni Pearl Harbor, ni le Vietnam, ni l'Afghanistan, ni même l'Irak n'ont porté un coup aussi fatal à la position mondiale des États-Unis. Les défaites passées pouvaient être amorties, retournées, contournées. Celle-ci, non. Elle est centrale, définitive et redessine un monde où Washington ne dicte plus le tempo. Le miroir que nous tend Kagan me ramène chez nous au Congo. Parce que ce constat ne reste pas suspendu dans le vide. Pendant que l'Empire acte sa propre chute, on s'obstine, au Congo, à attendre un grand frère. On continue d'implorer son secours, de mendier sa protection auprès d'une puissance qui, de l'aveu même de ses penseurs, ne tient plus sa propre maison. Le grand frère, justement, se bat pour lui-même. Il signe son propre échec et mat dans le détroit d'Ormuz. Alors, que restait-il de la posture du petit qui attend ? Si même Kagan écrit que l'Amérique est désormais «unreliable and incapable of finishing what it started» — peu fiable et incapable de finir ce qu'elle a commencé —, à qui s'adresse encore «notre» supplique ? À une puissance qui ne peut plus se sauver elle-même. Je dis : Pauvre Congo alors que des enfants jouent avec le feu.

Le Congo doit apprendre à se battre seul. Le mot de Kagan n'est pas une victoire morale que nous devrions savourer de loin. C'est un avertissement brutal. Le monde où l'on attendait que Washington décide pour nous est mort sous nos yeux dans le détroit d'Ormuz. Et ceux qui n'auront pas appris à se battre pour eux-mêmes pendant que le grand frère titubait, ceux-là arriveront en retard au monde qui vient.

“

Pendant que l'Empire acte sa propre chute, on s'obstine, au Congo, à attendre un grand frère. On continue d'implorer son secours, de mendier sa protection auprès d'une puissance qui, de l'aveu même de ses penseurs, ne tient plus sa propre maison.



Les sanctions contre « Joseph Kabila » et le **storytelling** kinois

« Unesociétéquisementn'apprendrien.Elleestcondamnée,nonpasnécessairementàdisparaître, maisàvivre danslechaospermanent.Sementiràsoimêmeestlepéchéintellectuelsansrémission. »
– Eboussi Boulaga

PAR JEAN-PIERRE MBELU

Le 28 avril 2026, sur X, un message tombe : « 90% des kinois souffrent de troubles mentaux ». Qui signe cette alerte ? Un neuropsychiatre congolais chargé du programme de santé mentale du CNPP. Quelques jours après, les réseaux sociaux s'emballent : « « Joseph Kabila » est sanctionné par les USA . » Dans plusieurs

milieux kinois, l'ambiance est à la fête. Des questions du genre « qui est et qui était « Joseph Kabila » ? Qui a fait que d'inconnu qu'il était il devienne « président » du Kongo-Kinshasa ? Où a-t-il effectué son premier grand voyage international ? Pourquoi ? Qu'a-t-il donné en échange pour qu'il succède à Laurent-Désiré Kabila sans qu'il passe par

« les élections-pièges-à cons » ? » semblent être esquivées par « les kinois » en fête.

L'objet de la fête et les livres

Quel serait l'objet de cette fête ? Est-elle la résultante de « troubles mentaux » décriés par le Dr Emmanuel Epenge, d'une connaissance approfondie de l'identité réelle de « Joseph Kabila » que plusieurs kinois ont applaudi comme leur indispensable et indépensable « raïs » et/ou du rôle qu'il a joué au coeur de l'Afrique au profit des « usurpateurs » ?

La difficulté dans ce genre de situations est

qu'il ne sert à rien de demander aux « fêtards » d'aller feuilleter certains livres pour rafraîchir leur mémoire sur « le secret de Joseph ». Pourtant, il est dévoilé par « Les nouveaux prédateurs. Politique des puissances en Afrique centrale » (Paris, Fayard, 2003) de Colette Braeckman. « Pourquoi, demande l'autrice, les capitales occidentales réservent-elles un accueil cordial à ce jeune homme hier inconnu et qui s'est illustré récemment que par une défaite retentissante ? »

Voici la réponse : « La première raison, c'est que, à l'inverse de son père (?) qui préférerait Pékin à Washington, Joseph Kabila a compris que la légitimité extérieure lui était indispensable. Qu'il devait se faire connaître en Occident avant de se rendre dans les capitales africaines ou à l'intérieur de son pays. Durant trois décennies cette recette avait assuré la pérennité du régime Mobutu. »

« Joseph Kabila » et les « usurpateurs »

Y a-t-il eu réellement un secret ? Il ne me semble pas. Fabriqué par les anglo-saxons au cours de la guerre de basse intensité contre le cœur de l'Afrique, « Joseph Kabila » devait être reconnaissant à l'endroit de ses « véritables créateurs » l'impliquant dans leur projet de produire au Kongo-Kinshasa « un Etat-raté-manqué ».

Le narratif officialisé que Colette Braeckman reconduit voudrait convaincre les plus naïfs d'entre les Kongolais(es) que « le raïs », par sa propre volonté, s'est engagé sur les traces de Mobutu. Ce n'est pas du tout ça.

Au service de ses « créateurs » comme en a témoigné le député européen, Jean-Luc Schaffhauser, dans une petite vidéo de plus ou moins deux minutes, « Joseph Kabila » répond au désir des « usurpateurs » d'accéder à bas prix aux matières premières stratégiques du pays en le connectant aux circuits dominants avec la bénédiction des « huissiers du Capita » et de leurs « petites mains » régionales dont Museveni et Kagame. Déconnecter le Kongo de la Chine, le reconnecter aux circuits dominants anglo-saxons sous le faux prétexte de « la renaissance africaine », telles ont été certaines missions confiées à « Joseph Kabila » par « ses créateurs » et « leurs petites mains » africaines. Pour les réaliser, il a mis en place « un Etat criminel » en institutionnalisant la

corruption et la violence.

Sanctions et manipulation systémique

En effet, en 2016, une ONG financée par « ses créateurs » a initié une étude sur « la pérennité d'un Etat criminel au cœur de l'Afrique depuis le règne de Léopold II jusqu'à ce jour » en détaillant les sept piliers sur lesquels il reposait. Cette étude reconduisait, en quelque sorte, l'appel du « Congo Act de 2006 » recommandant une intervention américaine directe dans « zones grises du Congo » afin de le tirer de l'influence chinoise. De 2006 à 2026, les think tanks US ont travaillé. Ils en sont arrivés au fameux « deal » applaudi par « les kinois » dont le pronostic mental laisse à désirer.

Que « Joseph Kabila » soit sanctionné par « ses créateurs », cela prouve, entre autres, que le modèle de Mobutu ne sait plus être reproduit ; contrairement à ce qu'en pensent certains gouvernants rêveurs. Ce n'est pas tout. Cela relève aussi de la manipulation systémique du « capitalisme de la finitude » soucieux de recoloniser le Kongo-Kinshasa et l'Afrique. C'est un signal envoyé aux autres « créatures » du même système gérant le pays sous l'oeil vigilant des « huissiers du Capital » afin qu'elles ne s'écartent pas de la ligne vassalisante tracée par « leurs créateurs » sous peine de subir le même sort que « le raïs ».

Surtout qu'elles n'osent pas diversifier le partenariat stratégique dans un monde appelé à la polycentricité et à l'harmonie conflictuelle. Donc, ces sanctions sont une épée de Damoclès sur les têtes des gouvernants vassalisés afin qu'ils se contentent de la légitimité extérieure et la souveraineté de pacotille.

Donc, que les sanctions à l'endroit du « raïs » suscitent la fête sur certaines places de Kinshasa, il y a lieu de se poser l'une ou l'autre question : « Est-ce que ça relève de la neuropsychiatrie, du rejet du livre ou de deux à la fois ? » N'oublions pas que 90% de Kinois, selon le Dr Emmanuel Epenge, souffrent des troubles mentaux. Leur storytelling devrait dorénavant être étudié en profondeur. Ce n'est pas un pronostic encourageant pour notre devenir collectif. Soyons très vigilants ! Heureusement, il y a encore des minorités pensantes et agissantes. Heureusement...

“

Ces sanctions sont une épée de Damoclès sur les têtes des gouvernants vassalisés afin qu'ils se contentent de la légitimité extérieure et la souveraineté de pacotille. Donc, que les sanctions à l'endroit du « raïs » suscitent la fête sur certaines places de Kinshasa, il y a lieu de se poser l'une ou l'autre question : « Est-ce que ça relève de la neuropsychiatrie, du rejet du livre ou de deux à la fois ? »



Les **marcheurs** de Washington, le cri de « Minembwe » et nous

Le silence est parfois une complicité. Je ne peux pas rester muet face à ce qui s'est passé avant-hier à Washington au nom de « citoyens congolais ». Ce qui s'y est dit, et plus encore ce qui s'y est scandé, appelle une clarification sur l'avenir et la souveraineté de notre nation, le Congo.

PAR MUFONCOL TSHIYOYO

Il est temps de cesser de se gêner quand on parle du Congo, d'arrêter de se justifier tout le temps alors que des messes noires sont organisées sur le dos du pays et lui font peser de sérieuses menaces. Des « citoyens congolais » ont marché avant-hier à Washington. Le droit de manifester n'est pas en cause. Ce qui l'est, c'est ce que

cette marche révèle. Un nom, selon plusieurs échos concordants, s'y est imposé comme un refrain: Minembwe. Ce choix n'est pas anodin.

Les mêmes circuits de validation étrangers

Le discours tenu à Washington opère un resserrement : une localité devient le centre

de gravité. Ceci n'est pas une maladresse, c'est une orientation. En politique, nommer revient à hiérarchiser. Isoler Minembwe dans ce contexte précis, c'est introduire une priorisation implicite au sein du territoire et substituer une logique singulière à la cohésion nationale. Ce décentrement de l'intérêt général est clair et nous le percevons comme tel.

Plus révélateur encore est le lieu où les « marcheurs » ont décidé de tenir leurs propos. La marche n'a pas eu lieu à Kinshasa, ni à Goma, ni à Bukavu. Mais à Washington. Le choix n'est pas neutre. Il inscrit le discours dans une géographie de la soumission, où le centre de gravité des décisions est perçu comme nécessairement extérieur. Parler du Congo depuis les centres de décision « occidentaux » pour y formuler des

priorités nationales revient à externaliser, consciemment ou non, le lieu de légitimation. Ce geste ne relève d'aucun camp en particulier. Il traverse l'ensemble des pratiques politiques contemporaines : les acteurs du « pouvoir », comme ceux dits de l'opposition, tendent, malgré leurs prétendues divergences affichées, à inscrire leurs démarches dans les mêmes circuits de validation étrangers. Si leurs antagonismes demeurent visibles, leurs dépendances, elles, convergent. Et c'est là une leçon dont il faudra se souvenir. Dans ce cadre, on ne peut pas invoquer l'échéance de 2028 comme un horizon démocratique si, dans les faits, les arbitrages se cherchent ailleurs. À quoi bon le « vote » si l'adoubement dépend d'un quitus étranger ?

Morceler le Congo...

Une question demeure que les marcheurs de Washington préfèrent occulter. Que se passera-t-il si la « puissance » sollicitée ne répond pas aux attentes qui lui sont adressées ? Toute tentative d'imposer au Congo une solution formulée sans lui, et parfois contre lui, finira par se briser contre le mur du réel. On ne décide pas durablement du sort d'un peuple en son absence. Hier, oui, mais pas aujourd'hui dans un monde en pleine mutation. En plus, que feront ces marcheurs lorsque l'Empire choisi est occupé ailleurs ? Se tourneront-ils vers Berlin, Paris ou Pékin ? Prendront-ils le relais ? L'itinéraire de la dépendance change de capitale au gré des équilibres mondiaux, mais jamais il ne change de posture: celle de solliciteur.

Encore faut-il éviter de se tromper sur la nature de l'empire. L'Amérique lutte aujourd'hui pour préserver une influence mondiale déclinante, et les empires qui se croyaient éternels découvrent, les uns après les autres, leur mortalité. Bien que leur devise ancienne n'ait pas changé: *divide et impera*, diviser pour régner.

C'est précisément cette logique que servent, consciemment ou non, ceux qui mettent une localité au-dessus de la nation. Morceler le Congo dans les esprits avant de le morceler sur les cartes. Voilà l'opération que réclame toute entreprise impériale, et à laquelle certains des « nôtres » prêtent aujourd'hui leur voix. Le jour où ce centre de gravité se déplacera, ceux qui auront misé sur lui

devront trouver un autre patronage alors que nous, nous resterons congolais et au Congo. Puisque nous n'avons qu'un pays, qu'un peuple, qu'un sol.

De nos jours, la peur, comme instrument politique, a changé de camp. Les équilibres internationaux basculent, et avec eux la capacité d'intimidation des anciennes puissances. La question n'est plus de savoir qui fait peur, mais qui décide réellement. Et où. Un espace politique ne peut pas prétendre à la souveraineté si ses priorités restent dictées de l'extérieur.

Récuser cette pitié

À celle-ci s'en ajoute une autre, tout aussi décisive. Le rapport que le monde extérieur entretient avec le Congo depuis trois décennies s'est largement construit sur le registre de la compassion. Or, la pitié est une relation asymétrique. Elle suppose un sujet qui regarde et un objet qui souffre. Les campagnes humanitaires et les rapports comptabilisant nos morts ont coexisté avec la guerre imposée, sans jamais l'arrêter. Le constat est alors sans appel. La pitié du monde n'a pas sauvé un seul village à l'est. Elle a même servi d'alibi, en donnant l'illusion qu'il se passait quelque chose là où rien n'était entrepris.

Aujourd'hui, nous refusons que le monde continue d'avoir pitié de nous et du Congo. Récuser cette pitié, c'est refuser que la souffrance soit notre seule identité. Un peuple qu'on plaint est un peuple qu'on n'écoute pas. On entend ses cris, pas ses arguments. Il faut donc choisir. Et nous choisissons d'être des sujets politiques, non des victimes. C'est là toute la différence entre Frantz Fanon et une ONG.

Le Congo ne se dépèce pas sur des cartes à Washington. Notre nation se vit et se défend sur chaque centimètre de son sol. Nous ne courbons plus l'échine. Nous faisons front. Et 2028, qui s'annonce dès aujourd'hui, ne sera pas le sacre d'un nouveau protégé, mais l'affirmation de notre volonté d'exister comme un peuple, comme un tout indivisible. Alors, plus jamais de commis à la tête du Congo, et plus jamais de procuration.

Likambo oyo eza likambo ya mabele... Cette affaire est une affaire de terre, de notre terre, celle de nos aïeux.

“

Morceler le Congo dans les esprits avant de le morceler sur les cartes. Voilà l'opération que réclame toute entreprise impériale, et à laquelle certains des « nôtres » prêtent aujourd'hui leur voix. Le jour où ce centre de gravité se déplacera, ceux qui auront misé sur lui devront trouver un autre patronage alors que nous, nous resterons congolais et au Congo.



Les Kongolais(es), « les masolo » et la culture du livre

« Connais ton ennemi et connais-toi toi-même; eussiez-vous cent guerres à soutenir, cent fois vous serez victorieux. Si tu ignores ton ennemi et que tu te connais toi-même, tes chances de perdre et de gagner seront égales. Si tu ignores à la fois ton ennemi et toi-même, tu ne compteras tes combats que par tes défaites. »
– Sun Tzu

PAR JEAN-PIERRE MBELU

Au Kongo-Kinshasa, une guerre de basse intensité et de prédation dure depuis trois décennies. Elle est loin de prendre fin. Pourquoi ? Le temps long de cette guerre a usé la capacité de penser de plusieurs compatriotes kongolais. Habitué à « kobeta masolo », ils ont préféré « kobeta lisolo » de cette guerre en s'éloignant de plus en plus

des faits documentés.

Si la culture du livre était la chose la plus partagée

Mon hypothèse dans cet article est la suivante : « L'oraliture kinoise a un impact sérieux sur l'approche des questions vitales du pays. Elle

imprègne des pans entiers de la vie nationale. Plusieurs communicateurs et « politiciens » kongolais s'en inspirent. Ce faisant, ils produisent des récits « officialisés » trahissant les faits documentés et s'éloignant des livres. Pour tout brouiller, ils en appellent à un « Dieu pervers » afin qu'ils légitiment « les masolo » officialisés. » Et ma conviction est que sans

un retour suivi au livre, le pays aura du mal à mettre fin à la guerre raciste de prédation et d'usure qui lui est imposée depuis une trentaine d'années avec la complicité de ses filles et de ses fils.

Le style « masolo » s'impose tellement que même les compatriotes ayant écrit des livres sur cette guerre d'usure en fustigeant son mode opératoire, ses mensonges et ses stratégies d'infiltration en viennent à trouver des vertus aux mercenaires et aux autres proxies. Kokamwa !

En effet, il y a une portion inquiétante de compatriotes kongolais ayant renoncé au livre et/ou n'y ayant pas accès. Si la culture du livre était la chose la plus partagée, elle n'aurait pas applaudi les membres du réseau d'élite de prédation comme ses sauveurs aux « élections-pèges-à-cons » de 2006 et après. Le rapport des experts de l'ONU dénommé « Kassem » de 2002 cite nommément plusieurs « élites » kongolaises, africaines et étrangères ayant constitué un réseau très nuisible pour le Kongo. Le livre de Colette Braeckman, « Les nouveaux prédateurs. Politique des puissances en Afrique centrale » (Paris, Fayard, 2003) s'inspire de ce rapport. Son sous-titre en dit long sur ce qui se passe au coeur de l'Afrique depuis une trentaine d'années.

Le manque de culture générale et l'imbécilisation des masses

Lorsqu'on n' a pas lu ce livre, il est facile de croire que les membres de ce « réseau d'élite » de prédation peuvent, après tant d'années d'impunité, se convertir en agents de la cohésion nationale. Mawa. Il est curieux que le manque de culture générale, l'inculture, le rejet du livre et l'imbécilisation des masses populaires ne soient pas cités parmi les causes profondes de la perpétuation de la guerre au Kongo-Kinshasa.

Tenez. En 2010, Pierre Péan écrit « Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique » et au chapitre 21 de ce livre, il met à nu les acteurs majeurs et les lobbies travaillant à la déstabilisation de certains pays africains dont le Soudan et le Kongo-Kinshasa avec la complicité des proxies africains. Et lorsque « Joseph Kabila » parle de « la soudanisation » du Kongo, des compatriotes se perdent en incantations et

aucune allusion n'est faite au livre de Pierre Péan dont la relecture aurait jeté une lumière neuve sur la guerre perpétuelle imposée au pays de Lumumba. Cela dans la mesure où « les mosolistes politicards » de Kinshasa et les proxies africains impliqués dans cette guerre sont au service des mêmes parrains et sont colonisés mêmes lobbies au dépens des masses « masololisées », soumises, assujetties et (re)colonisées.

Tenez. Est-ce possible aujourd'hui, de parler la souveraineté, de la fin de la guerre au Kongo et du partenariat entre les USA et le Kongo-Kinshasa en faisant fi du discours du secrétaire d'Etat américain à Munich (février 2026) et des confidences d'Erik Prince, proche de David Trump, au sujet de « l'éternel retour des empires de « ressources » dans « un monde confisqué » ? (Lire A. ORAIN, Le monde confisque. Essai sur le capitalisme de la finitude (XVIe-XXIe siècle), Paris, Flammarion, 2025, p.260)

Esprit critique

S'asseoir à une table chez soi ou dans une bibliothèque. Se concentrer. Lire. Comprendre. Ce n'est pas toujours facile. Fabriquer des récits à officialiser dans le sens de « kobeta masolo » est plus facile. Néanmoins, savoir que tout ou presque est écrit est important. La chance qu'on a avec l'administration Trump est là : elle dit tout ce qu'elle fait ou à envie de faire. Elle le dit tout haut et le met par écrit. Tout le monde peut lire le discours de Rubio à Munich et les confidences d'Erik Prince dans le livre d'Arnaud Orain.

Le problème ? La culture du livre n'est pas le fort de plusieurs compatriotes ; à commencer par ceux qui font partie de « l'élite politique et intellectuelle ». Accuser les autres, c'est facile. Mais les connaître, connaître leurs pensées, leur mode opératoire, les stratégies qu'ils mettent en oeuvre dans « un monde fini », voilà le plus compliqué pour des pans entiers des « élites kongolaises » amoureuses du champagne « ruinart ». L'un des défis majeurs à relever au Kongo-Kinshasa est celui de l'éducation alphabétisante et de l'acquisition de l'esprit critique par la lecture et le débat argumenté. Plus augmente le taux d'analphabétisme, plus grossissent les rangs des atalaku et des « babeti ya masolo » pour notre plus grand malheur collectif.

“

Il y a une portion inquiétante de compatriotes kongolais ayant renoncé au livre et/ou n'y ayant pas accès. Si la culture du livre était la chose la plus partagée, elle n'aurait pas applaudi les membres du réseau d'élite de prédation comme ses sauveurs aux « élections-pèges-à-cons » de 2006 et après.



Bazalaki nde bapaya : Faut-il applaudir ou comprendre le prix de l'aveuglement ?

Face aux récentes déclarations de ceux qui nous « gouvernent », le silence n'est plus une option. Entre l'aveu de naïveté et la réalité des massacres à l'Est, il est temps de nommer les responsabilités. Dans cette tribune, je m'interroge sur la valeur d'une vérité qui survient après tant de morts et je rappelle que la souveraineté appartient au peuple, pas aux alliances de circonstance.

PAR MUFONCOL TSHIYOYO

Sept années de pouvoir pour admettre enfin l'évidence : ceux que l'on nous imposait hier comme des « frères » étaient en réalité des agents étrangers au service d'intérêts occultes. Cet aveu tardif, résumé dans les propos récents de celui qui, par sa fonction, incarne l'image de la nation, glace le sang.

Une découverte tardive ou un simple repositionnement ?

Pourtant, la mémoire ne nous fait pas défaut. Nous n'avons pas oublié que, au début de son « mandat », celui qui occupe aujourd'hui la

magistrature suprême, depuis Londres, nous qualifiait de « jaloux ». Il nous présentait alors ces mêmes individus comme ses « frères ». L'histoire se répète, bégayant de manière tragique : Laurent-Désiré Kabila, lui aussi, est arrivé sous la protection de ces mêmes forces, avant de connaître le sort que l'on sait. Comment justifier sept années d'errance politique lorsque ceux qui prétendaient ne rien voir traitaient d'« obsédés identitaires » ceux qui tentaient de les prévenir ? Les écrits restent. Les discours aussi. Ils témoignent de ce moment où l'arrogance du pouvoir s'est substituée à la lucidité. Mais derrière ce théâtre politique se cache une réalité

atroce. Pendant que ces acteurs, aujourd'hui dénoncés, étaient protégés au sommet de l'État sous l'étiquette de « citoyens », nos compatriotes mouraient dans l'Est. Des villages ont été rayés de la carte. Des vies ont été ruinées.

Le plus troublant reste l'impunité. Car si le régime dénonce aujourd'hui les siens, le constat est amer : leurs relais et complices demeurent solidement installés au sein des cercles de décision. On ne rompt pas avec un système dont on conserve les architectes. La naïveté n'est pas une excuse quand elle se paie en vies humaines. Chaque calcul diplomatique erroné a eu sa facture : le sang

“

Que dira-t-on aux familles qui ont perdu les leurs pendant que le pouvoir expliquait que tout allait bien ? On ne répare pas sept années de sang avec des slogans improvisés. Une vérité qui arrive après tant de cercueils ne mérite aucune célébration..

des Congolais. Est-ce une découverte tardive ou un simple repositionnement, dicté par un changement des rapports de force ?

Un refus de l'oubli

Je veux savoir ce que nous dirons aux morts de l'Est. Que dira-t-on aux familles qui ont perdu les leurs pendant que le pouvoir expliquait que tout allait bien ? On ne répare pas sept années de sang avec des slogans improvisés. Une vérité qui arrive après tant de cercueils ne mérite aucune célébration. Comme l'écrivait Albert Camus dans *L'Homme révolté*, la révolte n'est pas d'abord un cri de haine. Elle naît d'un refus moral face à une injustice devenue insupportable. C'est ce moment où un homme ou un peuple dit simplement : « Cela ne peut plus continuer. »

Le peuple congolais n'est pas l'arbitre passif de querelles de palais. C'est le dépositaire de la souveraineté nationale. Ainsi, lorsqu'un peuple commence à relier la mémoire de ses morts aux responsabilités des vivants, la politique cesse d'être un jeu de discours. Elle devient une question de survie.

Non, Tshiyoyo Mufoncol ne cherche pas à nuire ; il cherche à nommer : mettre des mots sur des cadavres et des noms sur des responsabilités. La vérité blesse, mais le silence achève les survivants. Ce texte n'est donc pas un cri de haine. C'est un refus de l'oubli. Eza likambo ya mabele.

Rationalisation des sphères de la vie et leur reliance

« Une société qui se ment n'apprend rien. Elle est condamnée, non pas nécessairement à disparaître, mais à vivre dans le chaos permanent. Se mentir à soi-même est le péché intellectuel sans rémission. »

– Eboussi Boulaga

PAR JEAN-PIERRE MBELU

En évoquant explicitement le « piège de Thucydide » devant son homologue américain, le président chinois ne fait pas une simple remarque historique. Ce sommet valide pleinement la thèse de l'universitaire américain Graham Allison dans son livre *Vers la guerre : la Chine et l'Amérique face au piège de Thucydide ?* (2017). J'y vois un signal d'une clarté absolue envoyé à Washington.

La Chine exprime sa puissance

Désormais, qu'on le veuille ou non, la Chine se considère comme l'égale des États-Unis. Et ce discours officiel, prononcé à Pékin, sur le territoire chinois, constitue une invitation directe à partager la « gouvernance mondiale » (bien que j'aie toujours refusé cette expression). *

Cependant, il contient également un avertissement à peine voilé. Renforcé par la mise en garde de Xi sur un possible « conflit » autour de Taïwan. Une confrontation frontale avec Pékin serait une erreur historique fatale. Qui l'eût cru que la Chine le dirait devant l'Amérique ?

Ces propos s'inscrivent dans une parfaite continuité idéologique. On doit se rappeler la déclaration forte de Xi Jinping face à l'Émir du Qatar à Pékin, lorsqu'il affirmait : « Nous ne devons pas permettre au monde de retourner à la loi de la jungle. » Alors que le monde occidental est en perte de vitesse, on comprend la volonté de Pékin de se positionner comme le nouveau garant d'un ordre international stable. Puisque je m'affirme : les affaires du monde ne devraient pas être confiées à des adultes qui se comportent comme des enfants.

Dorénavant, les choses sont claires. Si

certains doutaient encore de la montée en puissance de la Chine et de sa détermination à se dresser face aux États-Unis, on doit impérativement revoir sa copie. En regardant le représentant américain droit dans les yeux, la Chine exprime sa puissance. Je pense qu'elle veut que le monde entier le sache, car quel autre sens donner à l'évocation du piège de Thucydide ? La question que je me pose à voix haute.

Prendre la mesure du basculement en cours

Cependant, ce nouveau monde, et il faut le souligner ici, sera brutal. Des nations comme le Congo, qui n'ont rien anticipé, risquent de devoir s'aligner sans conditions. Contrairement aux pays de l'AES – je cite le Mali, le Burkina Faso et le Niger, qui ont fait le choix courageux de l'autonomie stratégique –, le Congo n'a pas su, jusqu'ici, prendre la mesure du basculement en cours. Le temps de la naïveté stratégique est révolu.

Si l'État ne se réveille pas, alors c'est au peuple congolais lui-même de s'assumer, de prendre conscience de sa responsabilité historique et de construire, par le bas, cette autonomie que ses dirigeants n'ont pas su bâtir. Faute de quoi, ces pays n'auront d'autre choix que de subir les règles imposées par les vrais maîtres du jeu.

En conclusion, je salue vivement l'entrée du monde au troisième millénaire. Je suis pleinement ravi de ce moment historique et d'être là, vivant, pour en témoigner. Je ne veux rien nuancer ni relativiser. En tant qu'homme libre, je n'attends plus que l'on me dise ce que je devrais dire et comment le dire ; je m'affirme.

Likambo oyo eza likambo ya mabele



La question américaine au Congo, un débat **interdit**?

Henry Kissinger disait : « Être l'ennemi de l'Amérique est dangereux, mais être son ami est fatal. » Cette phrase résonne avec une force particulière en République Démocratique du Congo. Pourtant, dès que l'on tente d'ouvrir un vrai débat de fond sur l'influence des États-Unis chez nous, le sujet est systématiquement « esquivé ». On nous impose un seul son de cloche. Mais au fond, pourquoi ce débat serait-il interdit ? Ensuite, par qui ? Poser la question américaine, c'est s'obliger à regarder l'histoire du Congo en face, alors que certains préfèrent les récits simples aux vérités complexes.

PAR MUFONCOL TSHIYOYO

Depuis Mobutu, et peu importe les « dirigeants » ou « opposants » qui se sont succédé, une constante demeure. Presque tous tournent leur regard vers Washington pour quémander soit un soutien, soit une reconnaissance, soit une protection. Si chacun invoque l'Amérique, très peu prennent le risque d'expliquer au peuple pourquoi cette dépendance est devenue la boussole implicite de la vie politique congolaise.

Une mainmise américaine

On l'évoque à tout bout de champ, mais on ne débat jamais du choix de cette alliance par le Congo lui-même. Pourtant, l'histoire nous

rattrape. Qui a formé la Division Spéciale Présidentielle (DSP) de Mobutu ? Qui a instruit l'armée rwandaise, celle-là même qui agresse le Congo aujourd'hui ? Qui a chassé Mobutu après l'avoir installé ?

En réalité, depuis l'assassinat de Patrice Lumumba, le Congo a toujours été traité comme un terroir sous possession américaine. Malgré cette mainmise, aucun antiaméricanisme primaire ne s'est jamais développé dans ce pays. Alors, une question brûlante demeure. Pourquoi l'Amérique, à qui appartient symboliquement et stratégiquement le Congo, décide-t-elle de confier notre destin à ses proxys que sont le Rwanda et l'Ouganda ?

Qui ne sait pas que Mobutu a servi l'Amérique avec une loyauté absolue. Aujourd'hui encore, Kagame et Museveni sont eux aussi formés et soutenus par Washington. Chez nous, au Congo, la règle ne change pas. Ceux qui émergent sont, sans exception, des agents sélectionnés et imposés par l'Amérique. Tous.

« Toute la logistique était américaine »

L'histoire nous enseigne que pour anéantir l'Irak, il a d'abord fallu détruire l'armée irakienne. Le Congo n'a pas échappé à la règle. La destruction intentionnelle de la DSP visait non seulement à faciliter l'entrée

de l'AFDL, mais surtout à instaurer le chaos. L'élite anglo-saxonne a préféré le vide à la structure. Ni la Guerre froide hier, ni la rivalité actuelle avec la Chine ne peuvent constituer une excuse valable pour les 12 000 000 de morts congolais dont personne ne se soucie. L'histoire, documentée notamment par Bernard Debré dans *Le Retour du Mwami*, nous révèle une vérité crue. La chute de Mobutu n'était pas qu'une révolution interne. Elle fut une opération dont « toute la logistique était américaine », appuyée par des bases en Ouganda et des militaires américains dont les corps ont été rapatriés dans le plus grand secret.

Je cite ici Bernard Debré : « Les Tutsi, eux, bénéficient pour le moins de la « sympathie » des puissances anglophones. Les Américains, qui disposent de bases militaires en Ouganda, se montrent même prêts à donner quelques petits coups de main à Kabila. Toute la logistique de l'opération est, à vrai dire, américaine. D'ailleurs, pendant la guerre qui va bientôt éclater, des militaires américains seront tués. Leurs corps seront rapatriés discrètement grâce au concours des troupes françaises stationnées dans la région » (1998: 162). Que faisaient des militaires américains à l'est du Congo alors que le pays n'était pas en guerre contre l'Amérique et que l'on présentait l'AFDL comme seul agresseur?

Le drame du Congo

Le drame du Congo ne tient pas uniquement à la faiblesse de l'État ou aux rivalités locales. Il tient au fait que notre chaos est devenu, pour certains acteurs majeurs, un système plus utile que la stabilité. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre l'affaiblissement méthodique de notre appareil de défense.

Dès lors, une question fondamentale se pose. Peut-on confier la reconstruction de notre armée à ceux qui ont historiquement planifié son infiltration ? Comme l'écrivait Kwame Nkrumah, « l'essence du néocolonialisme est qu'un État peut paraître indépendant tout en voyant sa politique dirigée de l'extérieur ». Si j'avais la responsabilité de décider, je confierais la formation de l'armée nationale à un fils du pays qui n'a fréquenté aucune académie militaire étrangère.

Mon choix se porterait sur un chef formé

au Congo, par le Congo et pour le Congo. Pourquoi ? Parce que, comme l'écrivait Pierre Renouvin dans son Introduction à l'histoire des relations internationales, la vie des groupes humains – et donc leur manière de se battre – subit l'influence directe du relief, du climat et de l'hydrographie (Renouvin & Duroselle, 1991 : 6).

Notre « Art de la guerre »...

Si la géographie est cette « force profonde » qui dicte le destin des nations, alors notre stratégie militaire ne peut pas être un copier-coller de doctrines étrangères. Les académies de West Point ou de Saint-Cyr enseignent une guerre conçue pour des plaines ouvertes. Or, le Congo est une énigme géographique que ces manuels ne savent pas résoudre. Notre « Art de la guerre » doit naître de notre propre sol, de la forêt équatoriale et de la maîtrise de nos réseaux hydrographiques.

Au-delà de la technique, c'est une question de cœur et de dignité. On ne défend bien que ce que l'on aime et ce que l'on comprend. Un officier formé ici n'apprend pas seulement la tactique, il porte en lui l'âme de son peuple, ses souffrances et ses aspirations. Et ne pas faire confiance aux fils du pays pour former leur propre armée est un acte grave.

C'est douter de la capacité de l'homme congolais et accepter que la défense nationale soit pensée ailleurs. C'est maintenir le pays sur le marché des enchères internationales.

Demandons-nous pourquoi Ho Chi Minh confia la direction de l'armée qui plus tard libéra le Vietnam à un enseignant qui n'a jamais fait l'armée ?

En définitive, la véritable force d'une armée ne réside pas seulement dans son équipement, mais dans la filiation idéologique entre l'officier et sa terre. Pour que le Congo cesse d'être un terrain de jeu pour les puissances, il doit d'abord se réapproprier l'art de la guerre chez lui. Voilà pourquoi je pense comme Nelson Mandela, même si je précise d'emblée que je ne crois pas en lui comme figure politique de référence : « Il arrive un moment où il faut choisir entre se battre ou se soumettre. » Pour nous, Congolais, ce moment est venu. Nous devons cesser d'être les victimes des calculs des puissances pour devenir les seuls maîtres de notre terre.

Likambo oyo eza likambo ya mabele.

“

Le drame du Congo ne tient pas uniquement à la faiblesse de l'État ou aux rivalités locales. Il tient au fait que notre chaos est devenu, pour certains acteurs majeurs, un système plus utile que la stabilité... Dès lors, une question fondamentale se pose. Peut-on confier la reconstruction de notre armée à ceux qui ont historiquement planifié son infiltration ?



Le renversement de la pyramide hiérarchique du pouvoir et les leaders populaires

Mukalenge batu bamuvinga bantu, kabatu bamuvinga nsona (Prov. Luba)

PAR JEAN-PIERRE MBELU

Lire sereinement les signes des temps est une entreprise difficile. Surtout lorsque ces temps sont maussades et donnent

l'impression d'effacer certains repères. Surtout lorsque ces temps deviennent troubles et défient toute rationalité. Surtout

lorsqu'ils donnent l'impression que la raison est défaite. Ces temps brouillés interpellent et questionnent la trop grande place accordée à la raison au dépens des affects. Ils demandent si cet héritage de la modernité n'a pas besoin d'être remis profondément en cause au profit de la raison sensible. Oui.

Les temps sont difficiles et compliqués. La conception du pouvoir hiérarchique en reçoit les contrecoups. Elle pourrait appeler à son secours une certaine tradicratie en vue de sauver, tant soit peu, »la vie bonne ». Sur le temps long. Un temps intégrant les notions de l'errance et de l'incomplétude permanente (entre les conquis de »la vie bonne » et leur instabilisation).

Des bakalenge deviennent des pieuvres

Dans les pays où la pyramide hiérarchique du pouvoir est, à tâtons, renversée, les leaders populaires (et/ou populistes) réussissent la reliance avec le peuple mis debout, devenu résistant et résilient.

Ce peuple debout est le produit de la démultiplication de ces leaders populaires et des autres élites luttantes et structurantes ainsi que de leur interaction. Ces leaders populaires sont des « chefs », des « bakalenge » ayant compris le sens du « bukalenge », la signification, les devoirs et les obligations majeurs du « Mukalenge ».

S'incarner et interagir avec le peuple est l'un de ces devoirs et de ces obligations. Incarnés dans le peuple, les « bakalenge » deviennent des « pieuvres ». Tel est leur secret. Telle est leur force. Ils peuvent être vaincus sur le court terme. Sur le temps long, leur incarnation les rend invincibles. Pourquoi ? Ils ont réussi, avec le peuple debout, à se connaître, à mieux se connaître, à inscrire leur lutte dans leur histoire commune et dans leur tradition résistante et résiliente. Ensemble, ils se définissent comme étant les héritiers des aïeux ayant sacrifié leur vie pour que triomphent la liberté et la dignité.

Ayant bien circonscrit « la servitude initiale », ils ont compris qu'ils ne peuvent jouir de la véritable liberté que s'ils maîtrisent tant soit peu le destin en devenant, ensemble, « les démiurges » de leur propre destinée. Refusant la répétition de la renonciation à leur « nous » patriotiquement constitué, ils rejettent la mémoire aliénée et inscrivent leur lutte collective dans la promotion d'une mémoire vivante sur le court, le moyen et le long terme. Ils se connaissent. Ils connaissent leurs adversaires et leurs ennemis. Ils ont, sur le temps long, identifié leurs amis et savent, désormais, qu'ils ne sont pas seuls. Ils peuvent perdre des combats et

pas la guerre contre leur soumission et leur abâtardissement.

« Non. On n'enchaîne pas la vérité »

Pour les « bakalenge », ce n'est pas leur « petit moi » qui compte. C'est d'abord et avant tout leur peuple. Ils peuvent être enchaînés. Ils savent que la vérité échappe aux chaînes et finit par triompher. Ils sont convaincus au plus profond d'eux-mêmes qu'on enchaîne pas la vérité. Ils vivent de cette conviction et la partagent avec leur peuple. Ils font l'unité des coeurs et des esprits en partageant cette conviction : « Non. On n'enchaîne pas la vérité ».

Lorsqu'il arrive qu'ils soient enchaînés, la pyramide renversée du pouvoir se redresse. Le peuple, propriétaire de ce pouvoir et souverain primaire se lève pour récupérer son dû. Cela peut prendre du temps. Beaucoup de temps.

La conscience nationale éveillée se moque du temps qui passe. Il se moque de « la chronitite » réduisant le temps comptable à l'argent en disant « time is money ». Il se fie au temps de la méditation, du recueillement, du discernement, de la lucidité et de la sérénité faisant advenir « le kaïros », le temps favorable de l'action individuelle et collective refusant « l'interdit de penser ».

Nos ancêtres, les « Bantu » et les « bintu »

Nos ancêtres avaient compris du lien entre le « Mukalenge » et ses sujets au dépens des « choses », des « bintu ». Le « Mukalenge » travaillant patriotiquement à la reliance avec les masses populaires à transmuter en peuple, en un peuple conscient de ses devoirs et de ses obligations, sur le court, moyen et long terme ne craint pas une année et/ou des années de sécheresse. Elles ne sont pas un empêchement à la production des fruits au sein du peuple. Le privilège accordé aux « bantou » peut inciter à un usage rationnel des « bintu » pour protéger « la vie bonne ».

Les temps sont maussades. Les « individus souverains » se liguent contre les peuples souverains et/ou en quête de souveraineté. Ceux-ci ont besoin que se lèvent en leurs seins des « bakalenge » renversant la pyramide hiérarchique du pouvoir et de s'incarner afin que triomphe « le peuple d'abord ».

“

Le « Mukalenge » travaillant patriotiquement à la reliance avec les masses populaires à transmuter en peuple, en un peuple conscient de ses devoirs et de ses obligations, sur le court, moyen et long terme ne craint pas une année et/ou des années de sécheresse.



Laurent-Désiré Kabila : un héros sagement « versatile »

« Une société qui se ment n'apprend rien. Elle est condamnée, non pas nécessairement à disparaître, mais à vivre dans le chaos permanent. Se mentir à soi-même est le péché intellectuel sans rémission.»
– Eboussi Boulaga

PAR JEAN-PIERRE MBELU

La pensée duelle, portée par la logique binaire, peut caricaturer l'existence humaine au nom d'un certain progressisme sans « regrets ». Elle promeut un rationalisme

trompeur, ennemi de l'errance marquant la vie humaine. Elle nie le fait que les êtres humains plongent, de temps en temps, et même régulièrement dans l'irrationalité d'où

peut les tirer la production de l'intelligence collective.

En effet, marquée par sa finitude et sa vulnérabilité et mue par les forces de la vie,

“

En méditant la vie politique de Laurent-Désiré Kabila, elle semble s'inscrire dans cette dynamique banalement humaine et engagée pour une cause le dépassant : le Kongo, son pays, sa souveraineté et son indépendance réelles... Ce « bout de testament » trace une voie : le rejet de la naïveté, le refus de vendre le Kongo et de se vendre soi-même. Il annonce ce qui lui est concomitant : le sacrifice humain...

une existence banalement humaine porte sa part d'errance. Elle peut se fixer des idéaux à atteindre, des projets à réaliser, et passer par des essais et des erreurs avant de s'en approcher. Les latinistes ont raison lorsqu'ils affirment que l'erreur est humaine (*errare humanum est*).

Une existence humaine plus ou moins normale ne peut pas être réduite à la somme de ses erreurs. Elle est aussi pétrie des leçons qu'elle en tire en évitant la persévérance diabolique (dans l'erreur). Donc, une existence errante porte en elle la tension permanente entre les erreurs et les leçons qu'elles prodiguent. Rendue consciente par un dialogue intérieur au quotidien, elle sait plus ou moins lucidement à quoi s'en tenir.

Un « bout de testament »

En méditant la vie politique de Laurent-Désiré Kabila, elle semble s'inscrire dans cette dynamique d'une existence banalement humaine et engagée pour une cause le dépassant : le Kongo, son pays, sa souveraineté et son indépendance réelles. Le détour que sa lutte lumumbiste a fait en passant par les proxys des multinationales anglo-saxonnes peut être lu comme « une stratégie errante ». Et sa versatilité au cours du mois d'août 1998 comme un signe d'intelligence et de sagesse. Donc, sa sage et intelligente versatilité lui a permis de rejeter les vues expansionnistes et néocolonialistes de ces proxys, de dévoiler la nuisance de leur infiltration des institutions du pays à ses compatriotes et de solliciter les services de quelques souverainistes africains pour contrer le complot de balkanisation et d'implosion face auquel son pays était placé en en nommant les acteurs pléniers et les acteurs apparents. Ce faisant, il savait qu'il allait tout droit vers la mort.

Un jour, à Bruxelles, en 1998, il va le confier à l'un de ses proches, le Professeur Kabisa, en ces termes : « Enlevez vos lunettes. Vous êtes bien naïfs. Vous croyez que j'ai encore 3 ou 4 ans à vivre ? Ils ne me laisseront pas vivant. Ils me demandent des choses que je ne peux pas donner. Mon pays n'est pas à vendre. Moi non plus. Les gens comme moi, ils les tuent ! Vous comprenez ? Vous croyez que je suis venu ici pour quoi ? C'est ici qu'il y a la guerre contre la RDC. C'est l'Occident qui nous fait la

guerre. Il faut qu'il y ait beaucoup de Kabila. On va les tuer les uns après les autres mais nous finirons par gagner et notre pays vivra enfin libre. Ce n'est pas encore le cas. »

Après cette confidence, le Professeur Kabisa confesse : « Le président s'est isolé avec moi et j'avais les larmes aux yeux en l'écoutant. Ce n'est qu'après que j'ai compris qu'il me livrait en quelque sorte un bout de son testament sur notre pays ».

Une voie pour un Kongo enfin libre et digne

Ce « bout de testament » trace une voie : le rejet de la naïveté, le refus de vendre le Kongo et de se vendre soi-même. Il annonce ce qui lui est concomitant : le sacrifice humain. « Ils ne me laisseront pas vivant, dit Laurent-Désiré Kabila. Ils me demandent des choses que je ne peux pas donner. Mon pays n'est pas à vendre. Moi non plus. »

Cette voie tracée résume les lignes rouges à ne pas franchir sous peine de trahir le Kongo. Lire ce « bout de testament » explicite, en quelques mots, ce qu'il entendait par « ne jamais trahir le Kongo ». Lire « ce bout de testament », l'enseigner de génération en génération, cela finira par répondre à l'appel que ce héros national a lancé : « Il faut qu'il y ait beaucoup de Kabila. On va les tuer les uns après les autres mais nous finirons par gagner et notre pays vivra enfin libre. »

En fait, les héros sont (aussi) des relayeurs des luttes. Leur incarnation dans les masses populaires les transmutent en des « démiurges » de leur propre destinée, capables de s'assumer, à tâtons, comme « souverain primaire ». En ce temps-là, lorsqu'il se confiait au Prof Kabisa, il savait que « ce n'était pas encore le cas ». En est-il autrement aujourd'hui ? Cette question pousse à procéder à notre évaluation individuelle et collective.

En bon lumumbiste, Laurent-Désiré Kabila partageait la foi de son « maître » en un pays enfin libre et digne. Ecrivain à Pauline, Lumumba notait ceci : « Mais ma foi restera inébranlable. Je sais et je sens au fond de moi-même que tôt ou tard mon peuple se débarrassera de tous ses ennemis intérieurs et extérieurs, qu'il se lèvera comme un seul homme pour dire non au capitalisme dégradant et honteux, et pour reprendre sa dignité sous un soleil pur. » La lutte continue...

**“Arrêtons d’être
complaisants et
contemplateurs pour
devenir définitivement
exigeants et
intransigeants.”**

– Dr Fweley Diangitukwa